



## **Réunion Internationale sur la protection des sites du patrimoine culturel subaquatique**

En support à la mise en œuvre de la  
Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique

*Siège de l'UNESCO, 22 – 23 septembre 2016, Salle II / IX, bâtiment Fontenoy*

### **Recommandations**

Une réunion internationale sur la protection des sites du patrimoine culturel subaquatique s'est tenue les 22 et 23 septembre 2016 au Siège de l'UNESCO à l'appui de la mise en œuvre de la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique.

La réunion a rassemblé des représentants des Etats parties à la Convention de l'UNESCO de 2001 et d'autres États membres de l'UNESCO, des experts représentant les différentes autorités nationales (des Ministères de la Culture et des Affaires étrangères, de la Marine, des douanes, des garde-côtes, de la police, des musées, etc.), les organisations internationales (Interpol, OTAN etc.) et des ONG travaillant dans le cadre du patrimoine culturel subaquatique<sup>1</sup> ainsi que des entités privées et des universités.

La réunion a porté sur la question de l'identification et la quantification des menaces qui pèsent sur le patrimoine culturel subaquatique surtout en ce qui concerne le pillage et l'exploitation commerciale et sur les mesures préventives nécessaires. Des experts internationaux ont présenté leurs expériences, s'en est suivi un atelier de table ronde, qui a permis l'échange de vues sur l'efficacité des moyens utilisés.

---

<sup>1</sup>Alliance for the Restoration of Cultural Heritage (ARCH), ADRAMAR, Centre for Historical Archaeology (CHA), le Comité International pour le patrimoine culturel subaquatique (ICUCH) du Conseil international des Monuments et Sites (ICOMOS), the Conseil international des musées (ICOM), le Centre international d'études pour la restauration et conservation des biens culturels (ICCROM), ICCROM-ATHAR Regional Conservation Centre, Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), Institute of Maritime History (MH), Lighthouse Archaeological Maritime Programme (LAMP)

Les participants de la réunion :

1. Encouragent la ratification et la mise en œuvre universelles de la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique ;
2. Recommandent d'améliorer les efforts de toutes les autorités des États parties pour aboutir à une mise en œuvre plus large de la Convention de 2001 dans toutes les eaux, y compris dans les eaux internationales, surtout en ce qui concerne la protection des sites archéologiques submergés et la prévention du pillage et de l'exploitation commerciale du patrimoine culturel subaquatique ;
3. Recommandent que la protection des sites du patrimoine culturel subaquatique et des objets devrait faire partie des efforts déployés dans les activités de surveillance des océans par les garde-côtes, les autorités portuaires et les forces de défense, de sécurité, de police et de douanes ainsi que les organisations internationales comme l'OTAN ;
4. Recommandent que des efforts plus importants soient faits pour dresser l'inventaire des sites du patrimoine culturel subaquatique en vue de leur protection effective ;
5. Recommandent une coopération renforcée de toutes les autorités de surveillance et de recherche dans la protection et la surveillance du patrimoine culturel subaquatique ;
6. Découragent vivement les musées d'acquérir des objets appartenant au patrimoine culturel subaquatique en provenance de sites exploités commercialement ou pillés, et, s'ils en possèdent déjà, d'assurer au minimum que leur exposition ne contribue pas à encourager ces activités contraires à l'éthique ;
7. Encouragent la saisie du patrimoine culturel subaquatique récupéré en contrevenant aux dispositions de la Convention de 2001 ;
8. Encouragent les États parties à la Convention de 2001 à demander au Conseil consultatif scientifique et technique (STAB) des conseils scientifiques et techniques, en particulier dans les situations d'urgence, et à désigner des experts pour celui-ci, ainsi que de fournir des fonds pour son travail.

9. Encouragent l'organisation de séminaires nationaux et régionaux techniques de formations pour les entités juridiques, les douanes et les agences spécialisées aux frontières ainsi que pour les procureurs et juges, se concentrant sur la protection du patrimoine culturel subaquatique ;
10. Invite les Etats à mettre le thème de la protection du patrimoine culturel subaquatique en avant auprès des Nations Unies ainsi qu'auprès de l'Alliance des Nations d'Asie du Sud Est (ASEAN), l'OTAN, l'Union Africaine, l'Union Européenne et auprès des organisations similaires ;
11. Encouragent la création d'une Liste rouge pour le patrimoine subaquatique, attirant particulièrement l'attention sur les types d'artefacts à risque ;
12. Encouragent les synergies avec d'autres instruments juridiques dans le domaine de la protection du patrimoine ;
13. Encouragent vivement les Etats à créer, dans le cas où cela n'existe pas déjà, des unités de police spécialisées dédiées exclusivement à la protection du patrimoine culturel ;
14. Encouragent vivement la création d'une base de données nationale d'objets d'art volés ainsi que leurs mises à jour régulières connectée avec la base de données d'INTERPOL des œuvres d'art volées ;
15. Encouragent les Etats à mettre en place une protection spéciale pour la protection du patrimoine culturel dans l'esprit de l'article 22 de la Convention de 2001 ;
16. Encouragent les Etats à reconnaître et renforcer la coopération avec les collectivités et groupes au niveau local dans le cadre de la préservation et de la protection du patrimoine culturel subaquatique ;
17. Rappellent aux Etats parties l'obligation qu'ils ont de contrôler et sanctionner les actes de leurs ressortissants et des vaisseaux voyageant sous le pavillon de l'Etat lorsqu'ils agissent de manière non conforme à la Convention ;